



Le 7 juillet, faire barrage au Rassemblement national

Lors du second tour des Législatives, le 7 juillet, le Rassemblement national est en position d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Et donc de mettre en œuvre son programme de « préférence nationale », contraire aux valeurs de notre Constitution, qui « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Le SNJ-CGT se félicite que le Comité confédéral national de la CGT, réuni le 1er juillet, « réaffirme son appel à voter pour le programme du Nouveau Front Populaire », « appelle solennellement toutes les forces politiques républicaines [...] à ne pas se maintenir sur des triangulaires qui assureraient la victoire de l'extrême droite » et « à voter pour battre le RN et ses alliés pour qu'il ait le moins de députés possible » ([lire ici](#)).

Le SNJ-CGT appelle à participer, d'ici ce second tour, à toutes les mobilisations pour empêcher l'arrivée au pouvoir du RN. En particulier le rassemblement « Pour un front démocratique contre l'extrême droite », avec concerts et prises de parole, auquel s'associent la CGT et le SNJ-CGT, ce mercredi 3 juillet de 18 h à 23 h place de la République à Paris ([lire ici](#)). L'événement sera également retransmis en direct ([voir ici](#)).

Mettre le RN au pouvoir, ce serait démultiplier une politique discriminatoire, antisociale et attentatoire aux libertés. A l'inverse, la CGT « appelle l'ensemble des candidat-es républicain-es à s'engager à abroger la réforme des retraites, à renoncer définitivement à celle de l'assurance chômage et de la fonction publique, à prendre des mesures pour augmenter les salaires, les pensions et minima sociaux, à garantir un investissement massif dans nos services publics ».

Le SNJ-CGT y ajoute le renoncement à tout processus de fusion-holding pour l'audiovisuel public - enclenché par le gouvernement Attal et sa ministre de la Culture Rachida Dati - et à toute velléité de privatisation. L'audiovisuel public ne se conçoit qu'indépendant des pouvoirs et doté de moyens et de financements pérennes, à la hauteur de ses missions.

Si Emmanuel Macron porte une lourde responsabilité dans l'arrivée du RN aux portes du pouvoir, celle de certains médias doit également être dénoncée. L'empire médiatique de Bolloré (C8, CNews, Europe1, JDD, Paris-Match...), qui roule ouvertement pour l'extrême droite, en représente la caricature et contrevient sur ses antennes aux obligations d'« expression pluraliste des courants de

pensée et d'opinion » fixées par l'Arcom.

Mais d'autres médias se cachent derrière une soi-disant « neutralité » pour s'éviter d'avoir à trancher. Ou pire, propagent d'irresponsables amalgames entre extrême droite et Nouveau Front populaire, dont la plus choquante est le procès en antisémitisme fait à la gauche.

Dans plusieurs rédactions, des voix se sont élevées pour contester les choix des directions. Dans une lettre ouverte soutenue par le SNME-CFDT et le SNJ-CGT, 62 journalistes de *20 Minutes* réclament que leur journal appelle clairement au « rejet [du] projet de société » porté par le RN et « déplore la frilosité de la direction qui n'est pas à la hauteur des enjeux » ([lire ici](#)).

A *La Nouvelle République*, le SNJ-CGT a réaffirmé que « le danger, c'est le RN », pour répondre au PDG du journal, qui semblait dresser un parallèle entre le RN et « l'alliance baroque de LFI et du PS », que constitue selon lui le Nouveau Front républicain ([lire ici](#)).

A *La Tribune*, la société des journalistes (SDJ) s'est désolidarisée d'un entretien avec Boris Cyrulnik, dans lequel le neuropsychiatre - très aidé par les questions du conseiller éditorial Denis Lafay qui l'interroge - affirme : « Mélenchon, à mes yeux, c'est l'extrême droite. C'est Doriot, le collaborationniste nazi qui avait fondé le Parti Populaire Français. »

A *Ouest-France*, un éditorial renvoyant dos-à-dos « l'extrême gauche [qui] a investi des candidats activant l'antisémitisme et la violence » et « l'extrême droite, [pour qui] "le migrant sans papier" devient le bouc émissaire de tous nos maux », a également suscité des remous.

A France Télévisions, cinq journalistes ont été écartés de la couverture des Législatives pour avoir signé, en tant que membres du Bureau d'une SDJ, une tribune appelant à un « front commun des médias contre l'extrême droite » ([lire ici](#) et [ici](#)).

D'autres mises au point, dans d'autres rédactions, sont sur le point d'être publiées.

Des consœurs et confrères nous rapportent également que des candidates et candidats du RN « trient » les journalistes auxquels ils répondent.

Par ailleurs, les violences racistes se multiplient depuis plusieurs semaines, poussées par les scores électoraux de l'extrême droite. Comme beaucoup d'autres, les journalistes en sont victimes. La rédaction de Streetpress, dont les enquêtes sur l'extrême droite sont très suivies, fait ainsi face à une énième vague d'insultes et de menaces. Karim Rissouli, journaliste à France 5, a diffusé la lettre anonyme qu'il a reçue chez lui, où le corbeau vomit sa haine des « bicots ». Journaliste sur la même chaîne, Mohamed Bouhafi a révélé les insultes qu'il reçoit sur les réseaux sociaux, dont cet avertissement glaçant : « Bientôt c'est la fin de la France pour les bougnoules comme toi ! »

Le SNJ-CGT dénonce cette violence inadmissible et condamnable. Il n'oublie pas, non plus, qu'elle est alimentée par les contenus de certains médias, en particulier ces plateaux radio et télé où fleurissent les « débats » sans fin qui amalgament immigration, délinquance et insécurité.

Nous nous faisons une autre idée de notre métier de journaliste, basé sur l'enquête, le reportage et la mise en perspective des informations, où la diatribe n'a pas sa place.

Montreuil, le 3 juillet 2024.